



N  
E  
ICSW  
S

International Council on Social Welfare

Avril 2021

## Travailler ensemble pour un meilleur CIAS



**Professeur Antonio López Peláez, directeur général du CIAS et professeur de travail social et de services sociaux à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (Espagne)**

Chers membres du CIAS, amies, amis, lectrices et lecteurs intéressé-e-s,

Les périodes difficiles peuvent aussi être passionnantes, et les défis ont toujours été un puissant stimulant pour la créativité et l'innovation. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les faiblesses de nos systèmes de protection sociale. Elle nous a obligés à réagir en déployant un effort titanesque pour concevoir de nouveaux vaccins, et renforcer nos soins de santé, nos services sociaux et nos systèmes de soutien, dans une société et une économie confinées. Au CIAS, une organisation qui a presque cent ans d'histoire, nous savons qu'un pilier particulièrement important de la légitimité des systèmes de protection sociale est la visibilité des problèmes sociaux, de la pauvreté et de leurs

effets. La pandémie mondiale nous a contraint-e-s à rechercher une réponse globale et des systèmes de protection sociale plus efficaces et plus cohérents. Elle nous a aussi contraint-e-s à identifier de bonnes pratiques, qui peuvent être reproduites dans d'autres contextes, tout en respectant et en protégeant la diversité et les droits humains. Plus que jamais, la pandémie a montré que ces priorités doivent figurer à l'agenda public si nous voulons renforcer le bien-être social de toutes et tous.

À cet égard, notre organisation, qui est intimement liée aux professions d'assistance et d'aide sociale depuis sa création, en particulier le travail social, a toujours travaillé en réseau avec d'autres organisations. En fait, nous sommes un réseau de réseaux qui rassemble une multitude d'ONG dans chaque pays pour collaborer à la transformation sociale et à l'amélioration du bien-être des personnes. Dans cette ligne, il est important de souligner notre capacité à affronter les défis conjointement avec l'IASSW, comme la suspension de la Conférence de Rimini 2020. Nous n'avons laissé personne de côté. En février et avril 2021, nous avons organisé ensemble la conférence en ligne ISWED 2021, et donné à tous les intervenants la possibilité de présenter leurs résultats. Les niveaux de participation et la qualité des conférences plénières et des présentations des chercheurs étaient excellents. Je tiens à remercier les coprésidents, le professeur Shajahan et le professeur Tiong, ainsi que nos collègues de l'IASSW et du CIAS pour leur engagement et leur très bon travail.

En 2021, au fil des confinements et au cœur de la pandémie COVID-19, nous voulons contribuer au débat public autour de trois problèmes clés : la numérisation et la protection sociale, l'insécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique et celle des enfants en particulier, et les réformes structurelles des systèmes de protection sociale. Notre événement parallèle aux Nations Unies sur ces questions est désormais disponible sur le site de UN TV : <http://webtv.un.org/search/social-inclusion-through-digital-inclusion-in-the-context-of-sustainable-development-trends-and-challenges-csocd59-side-event/6249091437001/?term=%22CSocD59%20Side%20Event%22&sort=date&page=2>

Les 1<sup>er</sup> et 19 mai 2021, nous organiserons notre premier séminaire international sur le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'inclusion sociale et le bien-être social : <https://www.fundacion.uned.es/actividad/idactividad/24645>

Je voudrais souligner deux aspects de ce séminaire. Tout d'abord, la pertinence du sujet. L'objectif du séminaire international "Le rôle des TIC pour l'inclusion sociale et le bien-être social" est d'explorer un phénomène clé qui a été accéléré par la crise COVID-19, la numérisation de nos sociétés, ainsi que l'un de ses effets : la nécessité de concevoir des politiques sociales inclusives dans un environnement numérique. Sans numérisation, il ne peut y avoir d'inclusion, et le modèle de numérisation que nous mettons en œuvre dans nos systèmes de protection sociale aura des conséquences durables. La numérisation représente un défi collectif et global qui redéfinira les relations entre les usagers, les professionnels et les administrations ou entreprises qui fournissent des services sociaux.

Deuxièmement, il est important de mentionner l'approche participative et de co-conception du séminaire. Des expert-e-s reconnus ne seront pas les seuls à participer. Nous compterons également sur la collaboration d'expert-e-s proposés par les régions qui composent le CIAS. Notre objectif est de parvenir à une vision commune par le biais d'une approche collective permettant de comprendre les défis auxquels nous sommes confrontés au niveau local et mondial. Je tiens tout particulièrement à remercier tous nos président-e-s régionaux pour leur collaboration et les efforts qu'elles et ils déploient pour nous aider à présenter les défis de l'aide sociale à un public mondial et selon une perspective diversifiée qui permet l'apprentissage mutuel et le partage des bonnes pratiques.

Je vous encourage toutes et tous à participer à ce projet collectif et participatif qui incarne la mission du CIAS et à poursuivre le même objectif qu'il y a cent ans : améliorer le bien-être social. À cet égard, je tiens à remercier toutes les régions pour leur participation à cette nouvelle phase de collaboration dans notre effort pour atteindre le bien-être de toutes et tous. Dans le bulletin de février, nos collègues de la région Europe ont partagé leurs projets et leurs préoccupations, tandis que dans ce numéro, nous avons deux contributions de la région Afrique centrale et occidentale. Je vous remercie tous pour votre collaboration et votre engagement pour le CIAS.

**Prenez soin de vous.**

## Afrique de l'Ouest et du Centre : Pour un autre réveil des masses face à la COVID-19



**Amacodou Diouf,**  
*Président CIAS - Afrique de l'Ouest et du Centre,*  
*Head of the Senegalese development association*  
*Action humaine pour le développement intégré au*  
*Sénégal (AHDIS).*

La vague déferlante de la COVID-19 continue de s'abattre sur le continent entraînant une bonne partie de la population dans un fatalisme quasi général. Ce fatalisme semble nous amener à oublier que lors de la première vague, certains pays dont le Sénégal et la Côte d'Ivoire étaient parvenus à endiguer ce mal, au point d'être cités en référence partout à travers le monde.

Aujourd'hui, il y a lieu de sonner l'alerte, pour que nous puissions retrouver cette force collective qui a prévalu face au premier assaut de la pandémie.

### Au Sénégal

A la date du 1<sup>er</sup> février 2021, le Rapport de situation n° 80 du pays montre qu'aucune région n'est épargnée par ce fléau. La répartition des cas confirmés de COVID-19 par district sanitaire s'établit actuellement à 77/79. Soit une

proportion de 97 %. Seuls deux districts sanitaires sont épargnés.

Le dernier rapport de situation souligne également que les Pyramides des âges des cas de COVID-19 au cours des deux vagues montre une inversion des classes d'âge les plus touchées :

- La tranche d'âge 25-34 ans était la plus touchée lors de la première vague avec un ratio Homme/Femme de 1,4 ;
- Dans cette 2<sup>ème</sup> vague, la tranche d'âge 60 ans + est la plus touchée et le ratio Homme/Femme est de 1,3.

Hélas ! On note aussi que l'âge moyen des personnes décédées est de 69 ans, avec un minimum à 19 ans et un maximum à 95 ans. En conséquence, jeunes comme vieux, personnes n'est à l'abri.

### Dans d'autres pays de l'Afrique centrale et occidentale

Les tendances sont les mêmes qu'au Sénégal avec un système de coordination unique à travers l'OMS- AFRO (Organisation Mondiale de la santé). Paradoxalement, les populations affichent généralement peur et inquiétude à l'énonciation des bilans quotidiens mais ne semblent pas prêtes à changer de comportement face à la force destructrice de la deuxième vague de COVID-19.

### Les Vaccins

Malgré la quantité congrue de vaccins reçus, les services de santé souffrent d'un manque de moyens criards. Les services de réanimation dans

plusieurs cas sont vétustes et sans équipement appropriés. Seuls les vaccins et le respect des mesures barrières restent le seul espoir des populations.

A travers l'initiative COVAX de l'OMS, plusieurs pays ont reçus et continuent de recevoir le Vaccin Astra zeneca. Dans le même temps la République de Chine a mis à la disposition de certains pays des doses du vaccin Sinopharm.

L'accès inéquitable aux vaccins avec des pays riches bien servis et des pays pauvres mal servis constituent une difficulté majeure dans la lutte contre la pandémie. Ceci démontre de la précarité de nos systèmes de protection sociale en Afrique.

### **Appel du CIAS –Afrique du Centre et de l'Ouest**

Face à cette situation, le Conseil International de l'Action Sociale (CIAS) appelle à l'éveil des citoyens sur le drame qui se dessine. La pandémie avance dangereusement, et décime les populations sans distinction de rang ou de classe sociale, sans distinction d'âge, encore moins de couleur politique. Nous invitons les populations des villes et des campagnes, à prendre conscience de l'existence de la maladie et à respecter les gestes barrières.

C'est le moment de renouer avec l'engagement communautaire, dans l'optique que le combat soit pris en charge par les communautés elles-mêmes, au plus près de chaque localité, chaque communauté religieuse, coutumière ou

estudiantine, au plus près de chaque organisation professionnelle, syndicale ou de la société civile, au plus près de chaque tranche d'âge, dans l'administration publique, dans les entreprises nationales et privées, les structures hospitalières, etc.

Nous lançons également un appel à l'endroit des scientifiques pour davantage aller au-delà du disponible, en s'engageant sans complaisance dans une recherche approfondie, en vue de trouver une réponse adéquate à cette pandémie.

### **Afrique de l'Ouest et du Centre : Elargissement des bases du CIAS**



***Amacodou Diouf, Président  
CIAS - Afrique de l'Ouest et du Centre, Head of the  
Senegalese development association Action humaine  
pour le développement intégré au Sénégal (AHDIS).***

Le Conseil International de l'Action Social (CIAS) élargit ses bases en Afrique centrale notamment en République démocratique du Congo (RDC), au Congo Brazzaville, au Cameroun, en Guinée Equatoriale, en République Centrafricaine (RCA) et au Tchad avec un Bureau de coordination en RDC à la tête de laquelle est Mr Jean Bosco Wasso KAZAMWALI de l'ONG dénommée INECOM.

Un Plan d'actions annuel est en cours de partage entre les acteurs de la société civile de la sous région. Ce plan d'actions comporte trois axes majeurs que sont :

1. L'implantation du CIAS dans les différents pays de la sous région
2. La mobilisation des acteurs de la société civile sur les questions de protection sociale et de suivi des Objectifs de développement durable (ODD) ;
3. L'organisation des ateliers de renforcement de capacités des membres du CIAS de la sous régions.

Le CIAS Région Afrique centrale et occidentale promeut le développement de partenariat avec les Institutions du système des nations unies et des états abritant les organisations membres ainsi qu'avec tout autre partenaire pour une coopération au service de la réduction de la pauvreté à travers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

**Conférence internationale sur l'éducation et le développement du travail social (ISWED 2021) : Une initiative conjointe de l'IASSW et du CIAS**



*Prof. P.K.Shajahan, vice-président du CIAS et coprésident de l'ISWED 2021*

Plus d'un an après que le virus Corona ait frappé les nations et les communautés à travers le monde, nous continuons à vivre dans un monde de perturbation, d'incertitude et de changements drastiques sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Fidèles à la vision du CIAS, qui consiste à réduire les difficultés et la vulnérabilité, en particulier parmi les groupes défavorisés de la population, nous continuons à travailler avec nos membres, nos collaboratrices et nos collaborateurs dans ces conditions catastrophiques. Si la pandémie de Covid 19 a entraîné le report puis l'annulation de la Conférence mondiale conjointe sur l'éducation au travail social et le développement social 2020 (SWESD 2020) qui devait se tenir à Rimini, en Italie, la déception n'a pas duré longtemps. Les dirigeants de l'IASSW et du CIAS ont décidé de tirer le meilleur parti de tous les efforts déployés pour préparer la conférence de Rimini, en reformulant la conférence dans un format en ligne. Ainsi, la conférence en ligne ISWED 2021 (International Social Work Education and Development) a été conçue sous la coprésidence du professeur P.K. Shajahan, vice-président du CIAS, et du professeur Tan Ngho Tiong, trésorier de l'IASSW. L'ISWED 2021, qui s'est déroulée sur 4 mois (janvier - avril 2021) en trois sessions, a réuni des travailleurs sociaux, des organisations de développement social et des actrices et acteurs de la politique sociale afin d'avoir un impact sur la vie des personnes et des sociétés au moment d'incroyables changements provoqués par la pandémie de Covid-19. Dans le contexte de la crise humanitaire mondiale, l'ISWED 2021 a été organisée sous le thème général des "Les relations

humaines : Des clés pour reconstruire le travail social pour l'avenir". La conférence a mis en évidence les axes suivants comme sous-thèmes ;

Axe 1 : La promotion des relations humaines, le contexte global et le développement durable

Axe 2 : Les Objectifs de développement durable (ODD) dans la promotion des relations humaines

Axe 3 : La politique sociale pour favoriser les relations humaines

Axe 4 : Questions liées au genre et aux minorités, à l'inclusion et à l'intégration sociales

Axe 5 : Défis et capacités de l'enseignement et de la recherche en travail social dans la promotion des relations humaines.

Les trois sessions des conférences étaient les suivantes

### **Session 1: Plénière d'ouverture et de lancement : 15-16 janvier 2021**

Sang-Mok Suh du CIAS et Annamaria Campanini de l'IASSW ont pris la parole lors de la plénière de lancement. Puis le professeur Angelina Yuen (Hong Kong) a prononcé la conférence du prix Eileen Youngusband sur l'éducation pour l'espoir et la transformation : « Réflexions sur une expérience de co-construction d'enseignement local en travail social avec des implications pour le travail social international ». Ensuite, le professeur Walter Lorenz, professeur à l'Université de Bozen et à l'Université Charles de Prague, a prononcé le discours d'ouverture sur le thème « Les travailleurs sociaux qui travaillent aux droits sociaux contre l'érosion de la solidarité sociale - Les leçons de la crise de la Covid 19 ».

Le président du CIAS, le Dr Sang-Moh Suh, a souligné dans son discours d'ouverture que la société dans un monde post-covid sera très inégale et polarisée et que les économies en développement devront faire face à une grande partie du poids de ce processus. Il a proclamé qu'il est de la responsabilité du CIAS et des organisations de même sensibilité d'être rappelés à leurs responsabilités en prenant des mesures concrètes, y compris la mise en place d'agendas pour aborder les problèmes sociaux émergeant de la pandémie covid-19.

### **Session 2: Ateliers / Symposium et Présentations : 16-18 mars 2021**

Le professeur Manoj Jha, éducateur en travail social et parlementaire indien, a prononcé le discours d'ouverture de la session de mars. Il a souligné la nécessité de reconnaître le fossé grandissant entre les différents groupes sociaux dans le contexte des régimes démocratiques populistes majoritaires à travers le monde. Des alliances et des réseaux populaires plus larges et une action politique éclairée sont nécessaires pour éviter l'exclusion et la marginalisation des groupes minoritaires, qui deviennent particulièrement vulnérables dans le contexte de la pandémie de Covid 19. Plusieurs ateliers et symposiums ont été organisés au cours de cette session sur une série de thèmes liés aux relations humaines dans le contexte du travail social et du développement social. En outre, le Forum mondial du travail social, le forum distinct des présidents régionaux de l'IASSW et du CIAS, et les discussions sur l'agenda mondial et les normes

mondiales en matière d'éducation au travail social ont permis aux éducatrices et éducateurs en travail social et aux praticiennes et praticiens du développement social de délibérer collectivement sur les orientations futures de l'éducation au travail social et de la pratique de la politique sociale dans une grande variété de contextes. La session s'est terminée par la plénière de clôture du professeur Sahar Al Makhamreh, de l'Université allemande de Jordanie, en Jordanie.

Elle a souligné la nécessité pour l'enseignement du travail social d'être ancré localement et d'être pertinent au niveau international dans un contexte multiculturel.

### **Session 3 : Présentations orales et sessions pour les étudiants : 14-17 avril 2021.**

Un grand nombre de présentations orales regroupées sous chacun des axes et des sessions d'étudiantes et d'étudiants ont constitué le point fort de la dernière session de la conférence. La session a débuté par le discours d'ouverture prononcé par le Dr Petronella Helena Masabane, directrice générale adjointe du ministère de la Santé et des Services sociaux de Namibie. Forte de ses trente années d'expérience dans le secteur public, elle a souligné la nécessité de considérer la politique sociale comme un outil permettant de relier les gens et les continents. La session a également été marquée par la prestigieuse conférence du Prix Katherine Kendell Memorial, donné par Leila Patel, professeur d'études du développement social à l'université de

Johannesburg, en Afrique du Sud. Dans sa conférence intitulée « Travail social et réponses de développement social à la pandémie de Covid-19 : leçons du Sud Global », elle a souligné que dans le contexte d'un renversement significatif des résultats du développement social depuis des décennies en raison de la pandémie de Covid 19, la profession de travailleur social et la pratique du développement social ont d'énormes responsabilités dans : la lutte contre les inégalités sociales et économiques, la vulnérabilité accrue à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire et l'augmentation de la violence contre les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables tels que les personnes atteintes de santé mentale.

#### Conclusion et prochaines étapes :

La transformation de la conférence en un format en ligne nous a permis de nous faire réfléchir à l'écoute des contributions intellectuelles et pratiques d'importance, de la part d'un grand nombre de participantes et de participants. Elle nous a également donné l'occasion d'assister à des délibérations extrêmement puissantes et percutantes de la part d'un grand nombre d'oratrices et d'orateurs principaux et pléniers au cours des trois sessions. La conférence s'est tenue à un moment où le monde traverse de graves bouleversements sociaux, économiques, politiques et de bouleversements des moyens de subsistance. L'assemblée d'éducatrices et d'éducateurs en travail social, de praticiennes et praticiens et de professionnelles et professionnels du développement social a délibéré sur les défis auxquels le monde est confronté ainsi que sur les réponses potentielles que le travail social et le

développement social pourraient apporter pour garantir que personne ne soit laissé pour compte dans ce processus. La conférence a également renforcé la collaboration entre l'IASSW et le CIAS en tant que partenaires mondiaux dans la promotion du travail social et du développement social à travers le monde. Il est prévu que les contributions à la conférence soient converties en plusieurs publications sous forme de volumes édités pour lesquels l'appel à contributions complètes a déjà été lancé.

Les soumissions doivent être déposées avant le 30 mai 2021 dans la boîte de dépôt à l'adresse suivante :

<https://www.dropbox.com/request/geeuAFoOZ4ATUSrMcaj1>

Pour des directives détaillées à l'intention des auteurs et d'autres aides à la publication, vous pouvez écrire à [pkshajahan@icsw.org](mailto:pkshajahan@icsw.org).

### **Lutte contre l'insécurité alimentaire en Afrique et protection sociale adaptée aux enfants**



*Sergei Zelenev, Représentant spécial du CIAS auprès des Nations Unies à New York*

Comme de nombreux gouvernements nationaux, agences internationales et organisations de la société civile, le CIAS considère que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations est préjudiciable aux objectifs de bien-être et de développement pour toutes et tous, et que cette insécurité pose des défis importants à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Le changement de direction du CIAS en novembre 2020 a signifié une attention accrue envers l'alignement des activités du bureau mondial avec celles des régions de l'organisation. L'Afrique figure en bonne place sur la liste des priorités. Les trois régions africaines du CIAS ont été consultées concernant les priorités proposées, et une décision consensuelle a été prise pour organiser, avec des partenaires, la conférence internationale en ligne à grande échelle parrainée par le CIAS en septembre 2021. Son objectif est d'explorer et de débattre de nouvelles façons de traiter l'insécurité alimentaire et la protection sociale des enfants en Afrique, d'en souligner les données probantes, et de proposer de nouvelles approches politiques.

Le résultat attendu pourrait permettre une meilleure compréhension de l'ensemble des problèmes et compromis liés aux politiques et pourrait être utilisé par le CIAS et ses partenaires dans leurs activités de plaidoyer et de conseil en politique sociale. Il reflète l'accent renouvelé du CIAS pour les questions et les activités de définition de l'agenda et de développement des capacités.



En se centrant sur le lien entre ces deux questions politiques vitales, l'organisation s'efforce de répondre à certaines des principales priorités de développement dans la région, ainsi que d'explorer les liens pertinents pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Cela pourrait également accroître la pertinence et la visibilité du CIAS dans la région et au-delà.

La crise du COVID-19 a provoqué une perte de revenus importante pour divers groupes de population dans la plupart des pays africains et a considérablement diminué les ressources pour le développement. L'impact total de la pandémie de COVID-19 n'est pas encore connu, mais en raison de cette calamité mondiale, l'état nutritionnel des groupes de population les plus vulnérables est susceptible de se détériorer et leur risque de tomber plus profondément dans la pauvreté est susceptible d'augmenter, ajoutant des millions de personnes aux rangs des affamés et des sous-alimentés<sup>1</sup>. Afin de faire face à l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire à long terme, l'Afrique devra renforcer ses capacités productives pour remédier aux vulnérabilités économiques sous-jacentes et renforcer les capacités de la région à mieux gérer les crises alimentaires, pandémiques et/ou sanitaires<sup>2</sup>. La pandémie a exacerbé les faiblesses systémiques existantes et a eu des répercussions directes et indirectes sur la sécurité alimentaire et le bien-être économique.

Les diverses manifestations de la pauvreté infantile et la menace accrue de la faim et de la malnutrition exigent un examen complet des réponses politiques à la lumière des nouvelles situations, y compris des stratégies de protection sociale mieux ciblées et spécifiques aux enfants. Le rôle vital des programmes de protection sociale, qu'il s'agisse d'interventions directes, comme les transferts d'argent, ou indirectes, comme les allocations sociales, peut avoir des effets positifs sur les enfants, en atténuant l'impact du choc dû à la COVID-19 et en améliorant la sécurité alimentaire de ce groupe particulièrement vulnérable. Le développement et l'identification des meilleures stratégies et outils pour faire face à ces crises visant à soutenir les efforts de protection sociale dans la région restent donc une priorité absolue.

Une meilleure compréhension de la nature multidimensionnelle du défi de l'insécurité alimentaire, notamment de son impact complexe sur les enfants, peut faciliter les actions concertées et un meilleur ciblage des interventions des gouvernements nationaux, des organismes internationaux et des organisations de la société civile. Plusieurs facteurs, tels que la hausse des prix des denrées alimentaires, la perturbation des moyens de subsistance par les conflits, le changement climatique ou les politiques économiques, le déclin de l'agriculture, la croissance des économies informelles, l'extrême pauvreté, l'insuffisance des possibilités d'éducation

---

<sup>1</sup> Selon l'analyse de *Save the Children* and UNICEF, il est probable que la pauvreté infantile augmente de 15% à cause de la Covid-19.

Source: <https://data.unicef.org/resources/impact-of-covid-19-on-multidimensional-child-poverty>

<sup>2</sup> <https://unctad.org/news/covid-19-threat-food-security-africa>

et d'emploi et l'absence de soins de santé abordables, contribuent tous à générer et à aggraver l'insécurité alimentaire.

La pauvreté et la faim sont étroitement liées. Une croissance économique inclusive, ainsi que des facteurs tels que l'alphabétisation, des politiques familiales appropriées, l'accès à la nourriture et l'autonomisation des femmes sont importants pour lutter contre la faim. Il ne s'agit pas seulement de la disponibilité de la nourriture, mais aussi de sa disponibilité à des prix abordables<sup>3</sup>. La malnutrition chronique des enfants semble être une des causes de la réduction des taux de survie des nourrissons et des enfants. L'accès inadéquat à la nourriture, y compris aux nutriments, l'insuffisance des soins de santé maternels et infantiles et le manque de services de santé essentiels représentent des facteurs clés expliquant la malnutrition des enfants. Cependant, les environnements politiques, économiques et culturels défavorables jouent également un rôle<sup>4</sup>. C'est pourquoi la malnutrition des enfants nécessite une approche multidisciplinaire.

La faim chronique et l'insécurité alimentaire impliquent également la violation des droits humains, étant donné que la nourriture constitue un droit social et économique fondamental, inscrit dans les constitutions nationales et les pactes internationaux. Plus récemment, l'objectif "Faim zéro" a été adopté comme un objectif clé

du développement durable à atteindre par toutes les nations au cours de la prochaine décennie, mais le monde n'est pas en voie d'atteindre cet objectif d'ici 2030 comme prévu.

La mesure et le suivi précis de la sécurité alimentaire, de la faim et des indicateurs connexes sont importants pour évaluer les progrès et proposer des ajustements politiques. Il est tout aussi important de mesurer la suffisance de la consommation d'énergie alimentaire, tant pour les enfants que pour les adultes.

Il est impossible de vaincre l'insécurité alimentaire sans l'engagement actif et l'action concertée de tous les acteurs clés, tels que l'État, le secteur privé et la société civile. Si les politiques et les actions publiques ont un impact important sur l'étendue et l'ampleur de la faim et de l'insécurité alimentaire, des politiques publiques efficaces sont également essentielles pour promouvoir une protection sociale adaptée aux enfants. Le rôle des autres partenaires, actrices et acteurs clés a également été significatif dans les deux domaines.

La participation des pouvoirs publics et l'amélioration de la capacité des institutions publiques sont essentielles au renforcement de la sécurité alimentaire par la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'emploi productif et des politiques visant à réduire l'exclusion sociale et les inégalités, ainsi que par la réduction de la volatilité des marchés, une meilleure gestion des terres, la

---

<sup>3</sup> Shiladitya Chatterjee, Amitava Mukherjee and Raghendra Jha. Approaches to combat hunger in Asia and the Pacific. ADB, 2010

<sup>4</sup> *Ibid*

réhabilitation agricole, la gouvernance de l'eau et d'autres mesures de renforcement de la sécurité.

Les organisations de la société civile peuvent jouer un rôle important pour faire avancer la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le CIAS s'intéresse particulièrement à l'analyse de leur rôle et de leur potentiel. L'accent qu'elles mettent sur des communautés et des problèmes spécifiques leur confère les connaissances approfondies et l'expertise nécessaires pour concevoir des interventions pratiques. Leur rôle dans le plaidoyer est également essentiel pour changer les approches existantes. L'utilisation de données probantes est essentielle lors de la conceptualisation et de la mise en œuvre des stratégies de plaidoyer. Les organisations de la société civile sont généralement très motivées lorsqu'elles travaillent ensemble, en particulier lorsque des activités de plaidoyer conjointes sont entreprises.

Lorsque l'engagement des actrices et acteurs non publiques, telles que la société civile, et des communautés se traduit par une participation significative aux efforts visant à réduire l'insécurité alimentaire, les résultats sont bénéfiques pour la société dans son ensemble. Cette implication peut être partiellement efficace pour répondre aux besoins des groupes socialement exclus.

En comblant les lacunes existantes en matière de connaissances et de politiques, la prochaine conférence en ligne pourrait jouer un rôle important dans les efforts visant à obtenir une

compréhension plus nuancée des défis existants, des différentes modalités et, enfin, des résultats politiques plus efficaces visant à réduire l'insécurité alimentaire et la faim, et à améliorer les régimes de protection sociale au niveau local.

### Principales attentes et défis des ONG accréditées auprès de l'ECOSOC



**René Schegg, représentant  
spécial du CIAS auprès des Nations Unies à Genève**

Même si, et surtout pendant la pandémie de COVID-19, certaines tendances montrent que la gouvernance mondiale a vu son rôle diminuer au profit de la priorité donnée aux intérêts nationaux, les organisations intergouvernementales restent une force majeure dans l'élaboration des politiques mondiales. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui participent à ces politiques mondiales, mais aussi de plus en plus d'autres actrices et acteurs, en particulier les organisations non gouvernementales (ONG). Les ONG assument tout particulièrement leurs responsabilités en devenant des voix proactives pour créer l'environnement des futurs défis mondiaux. C'est certainement vrai pour le CIAS, car nous avons une longue tradition d'appel à des sociétés plus

justes, qui rendraient le monde plus résilient en temps de crise. La pandémie actuelle en est un exemple. Lorsque, le 25 septembre 2015, l'Agenda 2030 pour le développement durable a été adopté par 193 pays, le monde n'avait pas anticipé le besoin aigu d'aborder un avenir post-COVID-19 pour la communauté mondiale et de relever de multiples défis simultanément. Lors de la session de juillet 2020 du Forum politique de haut niveau des Nations unies pour le développement durable (HLPF), le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a exprimé ses inquiétudes quant au fait que la COVID-19 pourrait nous ramener des années, voire des décennies en arrière, laissant les pays face à d'énormes défis fiscaux et des défis de croissance à un moment où un "bond en avant" est désespérément nécessaire. Dans son discours, il a également mentionné que la communauté mondiale aurait été mieux préparée si l'Agenda 2030 avait été davantage avancé. Le monde est aujourd'hui confronté à une situation où la pauvreté, la faim et les inégalités ont augmenté partout dans le monde. L'une des principales priorités de l'ICSW lors de sa représentation à l'ONU sera d'être l'une de ces voix proactives sur la façon de préparer les sociétés à devenir plus résilientes en promouvant la justice sociale et le bien-être social. Nous intensifierons nos efforts pour faire entendre sa voix en tant qu'ONG de grande réputation à l'ONU. Pour ne citer que deux des activités qui nous attendent :

- Du 7 au 18 juin 2021, lors de la 109e session de la Conférence internationale du travail (OIT), l'ordre du jour prévoit une discussion sur l'objectif stratégique de la protection sociale

(sécurité sociale), dans le cadre du suivi de la déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. L'ICSW demandera à être impliqué dans cette discussion, soit en envoyant une déclaration, soit en participant

- Peu après, du 23 au 25 juin, nous soumettrons notre déclaration pour le segment 2021 de l'ECOSOC consacré aux affaires humanitaires sur le thème de l'innovation en tant que moteur du changement et les défis d'une protection mondiale de la santé.

L'année écoulée nous a montré les différences entre réactivité et proactivité. Bien que personne ne puisse jamais être totalement préparé à une pandémie, nous avons appris que les voix des ONG comme le CIAS sont plus importantes que jamais pour aborder la complexité de la création de sociétés socialement durables où chacun est protégé. Notre vision de notre travail à l'ONU est d'être cette force pour des changements systémiques. Nous sommes dans une situation très privilégiée car nous apportons à l'ONU les meilleures pratiques issues de nos organisations membres. Nous apportons aussi le pouvoir d'innover issu de nos nombreux membres et amis, pour jouer un rôle majeur dans l'élaboration des politiques mondiales. Nous ferons également valoir que le retour à des intérêts nationaux n'est plus une option pour relever des défis interconnectés au niveau mondial.

## Les activités du CIAS

- Notez la date !

### Séminaire international du CIAS

**"Le rôle des TIC pour l'inclusion sociale et la protection sociale".**

**Mercredi 12 mai 2021**

**Mercredi 19 mai 2021**

<https://www.fundacion.uned.es/actividad/idactividad/24645>

L'objectif du séminaire international "Le rôle des TIC (technologies de l'information et de la communication) pour l'inclusion sociale et le bien-être social" est d'explorer un phénomène clé qui a été accéléré par la crise du COVID-19 : la numérisation de nos sociétés. Et aussi l'un de ses effets : la nécessité de concevoir des politiques sociales inclusives dans un environnement numérique. Sans numérisation, il ne peut y avoir d'inclusion. Le modèle de numérisation que nous mettons en œuvre dans nos systèmes de protection sociale aura des conséquences durables. La numérisation représente un défi collectif et global, qui va redéfinir les relations entre les usagers, les professionnels et les administrations ou entreprises qui fournissent des services sociaux.

L'objectif de ce séminaire international est précisément d'approfondir ces problèmes et ces défis, en analysant le rôle des TIC dans l'inclusion sociale et l'aide sociale, et les cas d'application réussie des TIC dans le domaine de l'aide sociale à l'échelle nationale. Pour ce faire, en comptant

sur le potentiel du CIAS en tant qu'ONG mondiale, des expertes et experts de différents pays participent à ce séminaire, permettant ainsi un dialogue mondial sur les TIC et l'aide sociale.

Plus d'informations :

"Yunji KWON" [kyunji@icsw.org](mailto:kyunji@icsw.org)

Le contenu des Bulletins du CIAS peut être librement reproduit ou cité à condition de mentionner la source. Les points de vue ne représentent pas nécessairement les politiques du CIAS.

Rédacteur des Bulletins d'information du CIAS : **Antonio López Peláez**,  
**Directeur général, CIAS**  
[alopez@icsw.org](mailto:alopez@icsw.org)

CIAS - Conseil international de l'action sociale. Bureau numéro 34. Département de travail social, Faculté de droit, Université nationale d'enseignement à distance (UNED).  
 C/ Obispo Trejo 2, 28040  
 Madrid (Espagne).

**Les propositions de contribution à la lettre d'information sont les bienvenues !**